

# « LES AINÉS, PANDÉMIE ET DÉMOCRATIE »

En décembre 2020, le groupe de réflexion des aînés du MOC-Luxembourg envoyait un questionnaire adressé aux aînés membres de ses organisations. Notre démarche visait à cette époque à apporter une forme de soutien en plein reconfinement et à proposer un espace d'expression aux vécus confinés.

Le texte qui accompagnait le questionnaire mêlait à la fois nos interrogations, nos inquiétudes et nos constats quant aux situations que vivent nos concitoyens plus âgés depuis le début de cette période pandémique. Les seize questions invitaient les enquêtés à partager les difficultés qu'ils rencontraient depuis mars 2020 ainsi que les ressources individuelles et collectives qu'ils avaient pu mobiliser : comment la solidarité se réinvente-t-elle au sein de leur entourage ou dans leur commune en cette période de confinement ? Rencontrent-ils des difficultés nouvelles ? Font-ils des liens entre ces dernières et leur avancée dans l'âge ? Se sentent-ils seulement appartenir à cette large et complexe catégorie des « aînés » ? Comment vivent-ils la digitalisation abrupte de nos modes d'organisation ? Les membres des conseils consultatifs communaux des aînés (CCCA), arrivent-ils à s'organiser pour mener à bien leurs actions ?

Grâce aux réponses obtenues, nous avons pu reconsidérer le regard que nous portons sur les différentes situations que vivent certains aînés en situation de pandémie. Aujourd'hui, nos réflexions s'établissent à partir des retours des trente personnes qui se sont prêtées à l'exercice. Ce dossier constitue les prémices de notre réflexion toujours en cours...

## COVID, TEMPORALITÉS ET PERSPECTIVES

Notre démarche est animée par des questionnements relatifs à la démocratie au sens large, en période de pandémie. Le virus en tant que tel ne peut être tenu pour l'unique responsable des dérives démocratiques et socio-économiques que nous observons dans ce dossier. Nous nous permettons un pas de côté par rapport au management de crise qui pour être efficace « tend, au travers de sa communication, à donner une visibilité maximale et un caractère prescriptif à l'arsenal de techniques, de procédures, de mesures, de normes et de pratiques qu'il mobilise pour tenter de faire face à la situation<sup>1</sup> ».

Dans quelle mesure l'énergie que nous dépensons actuellement pour un retour à la « normale » ne nous empêche-t-elle pas aussi

de tirer des enseignements réels et profonds sur la manière dont nous organisons nos sociétés durablement ? Comment la temporalité de ces crises successives en cours (économiques, écologiques, sanitaires, etc...), nous empêche-t-elle d'imaginer de nouvelles directions à prendre tant au niveau démocratique qu'au niveau d'orientations sociétales radicalement différentes axées sur l'écologie et la justice sociale ? La situation d'urgence implique d'apporter des réponses efficaces et techniques à court terme. Cependant, ces réponses ne dépolitisent-elles pas la plupart des aspects de nos vies sur le long terme ? Nos imaginaires ne sont-ils pas cloisonnés par ces crises permanentes ? Faut-il continuer à mettre des pansements sur la jambe de bois du système capitaliste néfaste et agressif au sein duquel nous, soi-disant, « évoluons » ? D'ailleurs, pourquoi faudrait-il le sauver ?

### **Une partie des aînés n'échappe pas à l'invisibilisation progressive de pans entiers de la population (migrants, pauvres, vieux, travailleuses du sexe,...)**

Au vu de l'appauvrissement de la notion de « démocratie » qui finit par se confondre avec « mesures d'exception » et « urgence sanitaire », quelle place sera donnée à la parole des citoyens au sortir de ces crises ? Que pouvons-nous espérer du rôle grandissant de l'expertise dans tous les domaines de nos vies et des technologies qui semblent pour la plupart ne pas participer à la construction d'un monde plus responsable, équitable, démocratique et éthique ? Enfin, quelle importance accordons-nous encore à notre autonomie et à la diversité de nos modes d'existence ? Ces questions animent la plupart de nos réflexions au-delà de l'attention particulière que nous portons ici à la catégorie de la population des « aînés ». La gestion sanitaire et politique liée au Covid exacerbe des inégalités sociales qui lui préexistaient et rend visible les personnes habituellement laissées de côté au sein de nos sociétés. Une partie des aînés n'échappe pas à l'invisibilisation progressive de pans entiers de la population (migrants, pauvres, vieux, travailleuses du sexe,...) et l'âgisme<sup>2</sup> selon un sondage récent de son côté ne cesse de gagner du terrain.

Au niveau du groupe des aînés MOC-Luxembourg, nous tenterons ces prochaines années de mettre ces questions au coeur de nos actions et de nos revendications. Il importe que les constats qui suivent ne tombent pas dans l'oubli. Cette crise ne peut constituer un accident supplémentaire qu'il faudra rapidement reléguer comme appartenant au passé une fois le virus éradiqué.

<sup>1</sup> Marc Sinnaeve, Quel gouvernement des crises ? in Numérique : Désertor ou résister ? Agir par la culture N°66, p.34

<sup>2</sup> Juliette Rennes, sociologue et spécialiste de l'âge, définit l'âgisme comme « le fait de refuser à une personne l'accès à un bien social au sens large (une formation, un emploi, un service, un droit, la participation à un événement collectif, un soutien, etc.) parce qu'on la juge trop jeune ou trop vieille, indépendamment de ses aspirations et de ses capacités. Par exemple, exclure subtilement d'un groupe de sociabilité militante une personne que l'on juge trop vieille peut être considéré comme âgisme. L'âgisme ne s'appuie pas seulement sur l'âge chronologique des personnes et renvoie à des dimensions plurielles de l'âge : on peut juger une personne trop « vieille » sur la base de son appartenance générationnelle (indiquée par des manières de parler, de s'habiller, des références, une vision du monde qui peuvent être considérées comme obsolètes), en raison de la position qu'elle occupe dans les étapes du parcours de vie (le fait d'être retraité), de son apparence vieillissante. Bref, l'âgisme n'est pas nécessairement fondé sur la connaissance de la date de naissance des personnes » in L'âge, une catégorie politique ? Agir par la Culture N°64, Printemps 2021, p.14.

## AINÉS : QUELS BESOINS ?

Au regard de la situation pandémique, les esprits des enquêtés sont principalement marqués par : les atteintes portées aux liens et aux activités sociales et conviviales, le flicage perpétuel, la méfiance entre les citoyens, la mort en solitaire des séniors, les rapports humains aseptisés... Pour Claire, par exemple, c'est « le manque de liberté – la méfiance entre les gens, même dans les familles, de crainte d'être contaminé. Plus de gestes d'amitié, de bises, de relations sociales. On s'isole de plus en plus. On devient casanier. Ambiance anxiogène due aux médias, toujours sur le même sujet – moins d'engagements sociaux – suppression d'activités ».

La majorité des enquêtés ne font aucun lien entre leur avancée dans l'âge et les difficultés qu'ils ont pu rencontrer depuis le début de la pandémie. C'est la rupture des liens sociaux et l'isolement qui les ont marqués le plus. Les aînés ne sont évidemment pas les seuls à avoir été affectés par l'arrêt des activités depuis l'apparition de l'épidémie. Cependant, l'« arrêt » de leur participation à la vie en société est d'autant plus ressenti lorsque les nombreuses activités de bénévoles qu'ils occupent sont mises en suspens ou encore quand leur rôle de grands-parents est lui aussi confiné. En dehors du marché du travail et particulièrement concernés par le pack intégral des mesures sanitaires, les aînés retraités se sont retrouvés fortement coupés des liens sociaux. Ces sentiments ne sont-ils pas similaires à ceux vécus par la majorité d'entre nous ? Il est important de rappeler que les aînés sont loin d'être un groupe homogène. Les différentes classifications (en fonction de l'âge, générations, etc...) ne prennent pas en compte les diversités découlant de la situation sociale (sexe, ethnie, classe, antécédents familiaux, etc.)<sup>3</sup> et les différents parcours de vie.

### **Le choix entre le sacrifice des « vieux » et l'avenir des jeunes semble toujours rejoué dans les débats publics.**

L'économiste Philippe Defeyt, lors d'un webinaire<sup>4</sup> expliquait que c'est « une erreur de penser que les aînés ont des besoins particuliers, les besoins sont les mêmes à tous les âges ». Pour illustrer ses propos, il commentait un tableau pensé par le sociologue chilien Manfred Max-Neef, qui définit dix besoins que nous essayons de rencontrer à tous les âges : la subsistance, la protection, l'affection, la compréhension, la participation, les loisirs -repos, la création, l'identité, la liberté-autonomie, la justice sociale. Il explique que nous confondons les « besoins » et les « moyens » pour les rencontrer, ce qui n'est pas la même chose ! S'il existe des expériences liées à l'avancée dans l'âge qui peuvent être partagées et qui peuvent trouver des moyens ou/et des services adaptés pour l'épanouissement de chacun, il semble qu'une question nécessaire à se poser et à tous âges est la suivante : « Comment amener toutes les personnes à rencontrer

du mieux possible et dans la durée l'ensemble de leurs besoins ? ».

Durant la pandémie, nous constatons depuis les réseaux sociaux en passant par l'opinion de certains philosophes que le contexte du Covid constitue un terrain de jeu supplémentaire pour l'« âgisme ». Par exemple, le choix cornélien entre le sacrifice des « vieux » et l'avenir des jeunes semble toujours rejoué dans les débats publics. D'une part, nous désirons aller à l'encontre des discours qui opposent les générations entre elles, c'est-à-dire des citoyens entre eux. D'autre part, il s'agit de se poser d'autres questions qui permettent de tisser des leviers de revendications et d'actions communes entre les générations : « comment des sociétés riches, dotées d'un système de santé performant, en sont-elles venues à faire des lits d'hôpitaux et des respirateurs des biens rares ? Ce sont alors ces politiques structurelles de réduction des dépenses de santé qui conduisent, en contexte de crise, à sacrifier les personnes les plus âgées et vulnérables et donc à en venir à hiérarchiser la valeur de la vie des personnes<sup>5</sup> ».

## HOME SWEET HOME

Pour Isabelle, le confinement a fait émerger deux catégories chez les aînés : « Nous ressentons 2 catégories : nous ... chez nous (libres encore de respirer, manger dans la pièce qu'on choisit et se promener) et ceux en home (enfin... heureusement la pandémie a fait découvrir aux politiques et aux autres la maltraitance des vieux et pas seulement physique) ». Elle ajoute aussi que « les soignants sont mal traités, pourvu que les belles paroles deviennent réalité, en augmentant le temps de formation, le nombre de soignants et avec des horaires non flexibles ». Pour Vivien, cette crise « a révélé qu'en temps ordinaire on préfère oublier les maisons de repos et que l'on vit dans une société qui veut oublier la mort ». Si la réalité du coronavirus et sa gestion ont tristement précipité l'attention sur les homes, il faut dire qu'une prise de conscience et une réflexion à ce sujet s'imposaient depuis longtemps. Le début de la pandémie a mis en lumière des problématiques jusque-là peu connues de la population. Le manque de matériel, le manque de formation, le manque de soignants sont autant de facteurs qui ont un impact considérable dans la manière d'organiser la vie dans ces espaces de vie.

Stephane Adam, chargé de cours en faculté de Psychologie, Logopédie et Sciences de l'éducation à l'Université de Liège, rappelle lors d'une interview<sup>6</sup> les changements structurels qui se sont opérés dans le temps, nous les résumons ici.

<sup>3</sup> GRENIER et FERRER (2010) in Michèle Charpentier (dir.), *Viellir au pluriel. Perspectives sociales*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, p.42.

<sup>4</sup> Lors du colloque en Webinaire intitulé « Le fabuleux destin des aînés de demain » organisé par GéroNam le 11 mars 2021.

<sup>5</sup> Juliette Rennes, *Échapper plus longtemps à l'âgisme, un privilège de genre et de classe* in *L'âge, une catégorie politique ? Agir par la Culture N°64*, Printemps 2021, p.16.

<sup>6</sup> Interview « Veut-on se débarrasser de nos vieux ? » Réalisée par l'université de Liège et publiée le 13 janvier 2021 sur la Chaine YouTube de l'ULG – Campus Sart Tilman, <https://www.youtube.com/watch?v=9E0CLhkk-JA>

À partir de 1979, les politiques ont décidé de transformer les lits d'hôpitaux et on a créé les maisons de repos et de soins (MRS). On a importé à la maison de repos, le modèle de l'hôpital, ce qui a eu un impact dans la conception de ces lieux de vie mais également sur les professionnels qui doivent envisager leur travail différemment. En plus de gonfler les structures en taille, la hiérarchie s'établit au sein de ces institutions de manière très pyramidale où les résidents se retrouvent en bas de l'échelle. Les études montraient avant le covid que la moitié des personnes qui vivaient en maison de repos connaissaient des épisodes ou des états de dépression importants sans compter le nombre de burn out au sein du personnel. Le modèle médicalisé et les subsides alloués en fonction du nombre de résidents au sein des MRS permettent aux directeurs d'engager un nombre plus important d'infirmiers que d'autres acteurs du champ psycho-social (éducateurs, assistants sociaux, psychologues...). Encore une fois, le curseur est mis sur la santé physique au détriment de la santé mentale, avec des équipes réduites pour assurer les activités du quotidien qui ne doivent pas être uniquement vues sous l'angle du soin du corps. Dans le secteur du vieillissement, mettre en place des structures de moins de 100 lits ce n'est économiquement pas viable. Le personnel médical coûte cher par rapport à d'autres acteurs de soins. Une première avancée, selon lui, serait de fonctionner par bloc de 50 personnes et des unités de vie de 10 à 15 personnes, ce qui permettrait déjà aux résidents d'avoir un sentiment d'appartenance et de pouvoir faire confiance au personnel qui y travaille.

La pensée en « mégastructure » ne constitue-t-elle pas une partie du problème ? Est-il possible de penser les soins et le quotidien à une échelle plus humaine tant pour les résidents que pour les employés ? Pourquoi ne pas systématiser des moments collectifs de concertation entre résidents et employés afin que ces lieux de vie soient organisés conjointement en considérant autant l'expertise que les vécus des personnes qui y vivent ?

## UNE FRACTURE NUMÉRIQUE TOUT ÂGE CONFONDU

Depuis le premier confinement, une part plus importante de nos interactions et de nos activités se déroulent maintenant en ligne, ce qui renforce la dépendance de nos sociétés dites « modernes » aux technologies numériques. Si le phénomène est connu depuis longtemps, il devient brutal quand ces technologies s'invitent comme la solution évidente. Bienvenues ? Adaptées ? Pratiques ? Réponse facile ? Accélérées par l'effet d'aubaine des entreprises qui en tirent profit ? Avec la fracture numérique, les inégalités touchent encore plus nettement les citoyens qui en sont éloignés ou totalement coupés. Ces technologies ne remplacent certainement pas le réel mais en créent un nouveau, duquel une majorité des exclus sont aussi à déplorer du côté des plus de 65 ans (mais pas uniquement). Lucien vient à penser « que la vie va beaucoup trop

vite, que l'on est vite des oubliés qu'il n'y a plus de place pour les gens qui n'ont pas pu s'intégrer dans la filière informatique ». De plus, « les compétences techniques de base nécessaires à l'appropriation des nouvelles versions de plateformes, de services en ligne, de logiciels, d'applications, etc., doivent sans cesse être actualisées » comme le rappellent dans leur article Périne Brotcorne et Patricia Vendramin<sup>7</sup>.

## Le développement des technologies ne nécessite-t-il pas un réel débat démocratique ?

Pour la philosophe Barbara Stiegler, cette crise nous interpelle sur le fait que les alternatives numériques se sont invitées comme une espèce d'évidence. Selon elle, « premièrement ce n'est pas une évidence, deuxièmement nous aurions pu faire tout à fait autrement. Nous avons une grande intelligence collective, nous sommes capables d'inventer d'autres choses<sup>8</sup> ». Le problème étant que ces injonctions, toujours selon Barbara Stiegler, viennent souvent des hautes sphères qui nous dépossèdent. Que va-t-il subsister comme possibilité pour les exclus numériques pour rester dans la partie ? Comment leurs relations vont-elles s'établir avec les services publics et privés de demain ? Si les technologies se développent continuellement, n'est-il pas possible de nous organiser pour n'exclure personne ? La numérisation de nos modes de vie s'inscrit dans un projet politique mondial et national ; ne doit-elle pas être débattue localement afin de remplir sa promesse d' « améliorer notre quotidien » ? Nous dirigeons-nous vers des formes modernes d'apartheid ? Le développement des technologies ne nécessite-t-il pas un réel débat démocratique quant à leur utilité, le cadre de leur utilisation, leur impact sur l'environnement ? Quoi qu'il en soit, cette crise prouve que le « distanciel » ne remplacera jamais le « présentiel », c'est-à-dire, notre besoin de rencontres et l'importance des liens qui nous relient par-delà le numérique.

## POUR NOS COMBATS ACTUELS ET À VENIR

Ébauchées dans ce dossier, ces réflexions complexes sont actuellement proposées comme autant de leviers à activer par les différentes organisations d'ainés de notre province. Notre démarche vise aussi à entendre leurs revendications et leurs différents vécus en cette période pandémique...

Comme des graines semées, il appartient à chacun de ces groupes de les faire germer ou non et de s'organiser à leur échelle pour se mobiliser. Devons-nous attendre la fin de ces crises pour agir contre la marchandisation de nos vies et la destruction progressive de nos liens sociaux ?

Pour plus d'informations sur le groupe de travail des aînés, contacter Antonin Thomas

☎ 063/21 87 38

✉ a.thomas@mocluxembourg.be

<sup>7</sup> Périne Brotcorne et Patricia Vendramin (2021), Une Société en ligne productrice d'exclusion, Sociétés en Changement (mars 2021), IACHOS-UCLouvain, article en ligne : <https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-iachos/societes-en-changement-note-thematique/IACCHOS-Vulnerabilite%CC%81numerique-WEB.pdf>

<sup>8</sup> Barbara Stiegler, Comment s'engager en pandémie ? Chaîne YouTube de France Culture, <https://www.youtube.com/watch?v=dwnmS5uvpho>